

L'instrumentalisation politique de la crise permanente : Le cas de la Turquie après les années 2000

Zeynep Uğur*

Introduction

« La crise » signifie une rupture temporelle qui produit un « avant » et un « après ». Dans la pensée d'Arendt, elle est perçue à travers la notion « événement ». C'est dans la mesure où l'événement n'est pas intégrable dans une série causale, où il ne peut être déduit de son propre passé, qu'il est doté d'une véritable puissance d'ébranlement, qui produit des causalités nouvelles.¹ Selon Michel Dobry, « *les crises politiques et phénomènes critiques voisins qui s'observent dans les systèmes sociaux « complexes » deviennent intelligibles dans leurs traits essentiels pour peu qu'on les pense en termes de déssectorisation tendancielle de l'espace social de ces systèmes. Cette déssectorisation est analysée comme une transformation conjoncturelle de l'état des systèmes sociaux concernés, transformation qui révèle la plasticité de leurs « structures ».* »² La Turquie est un pays marqué par des crises politiques, économiques, sociales accompagnées de violence politique. C'est la raison pour laquelle les crises ne peuvent pas être transformées en « événements » qui causent une rupture, mais elles sont successives. C'est difficile de parler d'une rupture mémorielle ou identitaire car la succession des crises ne rend pas possible l'ancrage de la mémoire.

Neşecan Balkan et Sungur Savran définissent les années 2000 en Turquie par l'expression des « politiques de la crise permanente ». Cette particularité du champ politique turc n'est pas propre aux années 2000 mais à partir du 2002 avec l'AKP, on pourrait dire que la crise a plus que jamais gagné un caractère multisectoriel. La base principale de cette crise réside dans la tension entre les anciens et les nouveaux acteurs étatiques.

*Doctorante en études politiques à l'EHESS.

**Cette communication est rédigée à partir du mémoire de M2 intitulé « Transformation de l'identité nationale : Une étude sur les cadres bureaucratiques de l'AKP », (mention études politiques), sous la direction de Hamit Bozarslan, 2015, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. L'auteur remercie Hamit Bozarslan pour ses conseils et idées qui ont structuré cette communication.

¹Myriam Revault d'Allones, « Hannah Arendt penseur de la crise », *Études*, 2011/9, (Tome 415), p.198.

²Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Science Po, 2009, p.XIII.

A partir des années 1980 et surtout 1990, on parle d'un processus de cartellisation qui agit de la subordination de la classe politique à la classe militaire. Vu que les partis politiques n'ont pas pu résoudre les crises politiques et économiques, ils ont perdu leur légitimité pendant que l'armée a gagné de la puissance. Ainsi, les partis politiques se sont alignés auprès des élites bureaucratiques et militaires et ainsi, l'existence des partis centraux de la gauche et de la droite est devenue dépendante de leur proximité avec les cartels composés par les élites étatiques au lieu de leurs politiques.³ Les élites militaires, accompagnés par les élites bureaucratiques ont pris la position des « garants » des valeurs républicaines, du kémalisme⁴ dont le plus grand poids est accordé à la laïcité. Ainsi, le champ politique en Turquie est marqué par l'antagonisme entre ce cartel kémaliste et « la démocratie conservatrice » de l'AKP. A part des crises réelles, il existe aussi une stratégie de tension, c'est-à-dire l'utilisation ou la provocation des situations de crise comme modes d'action par les élites républicaines afin d'intervenir dans le champ politique ou de promouvoir leurs intérêts.⁵ La succession des crises ont permis l'établissement d'un état d'urgence et de la mobilisation permanente et en revanche, elle a permis la reproduction du système politique en ne permettant pas un bouleversement radical⁶

Pourtant, la crise est aussi un révélateur, un « moment de vérité » qui fait tomber les masques, appuyé sur la réalité de l'expérience qui oblige à revenir aux questions essentielles.⁷ La crise de 2008 a un caractère qui évoque le système du cartel qui a dominé les années présentes, la crise identitaire de la Turquie entre l'islam et le laïcisme, et la crise de la nationalité dont les frontières sont floues. L'un des effets révélateurs de la crise est sans doute les nouvelles discussions autour de la question kurde. Dans son étude sur la crise du 11 septembre, Jacqueline Barus-Michel montre l'effet manichéiste de la crise qui est fondée sur la prolifération de l'imaginaire selon laquelle « il faut choisir son camp ».⁸ A partir de ce manichéisme, le langage perd la capacité de faire sens et alors, le sentiment de menace devient dominant et partagé de sorte que la crise devient profitable pour l'État-nation avec la remobilisation du mythe fondateur,

³Ebru Bulut, "The Social Grammar of Political Nationalism", in: Hans Lukas Kieser (éd.), *op. cit.*, p.126.

⁴ Kémalisme s'agit de l'idéologie basé sur Mustafa Kemal Atatürk, « père fondateur » de la Turquie républicaine. Les six piliers de cette idéologie sont républicanisme, laïcité, nationalisme, populisme, étatisme et reformisme.

⁵ Hamit Bozarslan, « La crise comme instrument politique en Turquie, *Esprit*, n°271, janvier 2001, pp.14-151.

⁶Ebru Bulut, « The political grammar of popular nationalism », in: Hans Lukas Kieser, *op. cit.*, p.127.

⁷Hannah Arendt, *La crise de la culture*, traduction française, Paris, Gallimard-Idées, 1972, p.224

⁸Jacqueline Barus-Michel, « Crise et identité », in Max Pagès (éd.), *La violence politique*, Toulouse, ERÈS « sociologie clinique », 2003, p.56-57.

des représentations idéalisantes capables de ranimer le narcissisme, de rappeler le passé, des récits héroïques, des exemples de solidarité et de la créditation de l'adversaire des pires forfaits.⁹

Dans le but d'analyser cette période complexe qui nous donne les repères pour analyser la situation actuelle de la montée de l'autoritarisme en Turquie, on a mené un travail qualitatif en mettant au centre la méthodologie empirique. On se base sur les entretiens semi-directifs réalisés en 2015 avec des bureaucrates qui ont travaillé dans la réalisation des réformes concernant les kurdes. Nous avons utilisé la méthode « qui réfère à qui, qui renvoie à qui » qui est une méthode utilisée dans le but de révéler les réseaux relationnels, les alliances, les luttes, les hiérarchies parmi les acteurs d'une manière cumulative afin d'observer « *la biographie du terrain* ». ¹⁰ Ainsi, nous avons pu réaliser seulement quatre entretiens avec trois bureaucrates du Ministère de l'Union Européenne et un bureaucrate du Ministère de la Justice en préservant l'anonymat des interviewés. Le nombre limité de des entretiens a été en relation avec la fermeture du terrain, la situation politique en 2015 où les entretiens sont réalisées marquée par la crise intra-étatique causée par le conflit entre l'AKP et le mouvement Gülen.

Dans les parties suivantes, on analysera la crise des années 2000, commencé par l'arrivée au pouvoir de l'AKP, atteint son paroxysme en 2008 et qui est caractérisée par: la crise du nationalisme causée par la redéfinition de la nation à partir d'une synthèse de l'islam sunnite et de la turcité, la question kurde et ses enjeux dans cette redéfinition, la crise de l'identité causée par la possibilité de l'adhésion à l'UE et puis la crise interinstitutionnelle au sein de l'AKP qui va jusqu'à la désinstitutionalisation de l'Etat. On divise la période entre 2002 et 2008 en deux : la période entre 2002 et 2005 marquée par la démocratisation liée aux réformes réalisées pour l'adhésion à l'UE, et la période entre 2005 et 2008 caractérisée par le déclin des réformes, les réactions de l'*establishment* kémaliste, surtout contre les réformes concernant les kurdes et les mesures autoritaristes de l'AKP.

⁹*Ibid.*, p.55-57.

¹⁰Yves Dezalay & Bryant G. Garth, *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir de l'Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, traduit de l'anglais par Laurence Devillairs et Sara Delazay, Paris, Seuil, 2002, p.37.

Des réformes accélérées entre 2002 et 2005

En 2002, lorsque l'AKP a gagné les élections pour la première fois, l'adhésion à l'UE était le pilier principal de légitimation afin d'assurer le soutien des libéraux et afin de ne pas causer une réaction de la part du système du cartel composé de la domination de la classe militaire accompagnée de la classe politique, les échelons supérieurs de la bureaucratie, le pouvoir judiciaire, les médias et les citoyens ordinaires qui se dotent d'une responsabilité de protéger le laïcisme.¹¹ Vu que l'AKP a causé une grande réaction de la part de l'*establishment* kémaliste et qu'il n'avait pas encore consolidé son pouvoir électoral, les élites de l'ancienne époque ont joué un rôle-clé dans le processus de l'adhésion à l'UE. Ainsi, quoi qu'il en soit des cadres bureaucratiques des autres ministères, le gouvernement a préservé les cadres du ministère de l'UE qui travaillent pour l'adhésion depuis les années 1990. L'interviewé C résume cette époque en disant : « *En 2002, il y avait un parti récemment venu au pouvoir et la bureaucratie était puissante. Les cadres du gouvernement, c'est-à-dire les cadres bureaucratiques étaient importants. Ils étaient déterminants. Le gouvernement devait avoir le soutien de la bureaucratie.* » On pourrait dire que la continuité des cadres assure une compétence au niveau national et international grâce à l'*habitus* des cadres et à leur capacité à représenter l'Occidentalité de la Turquie. Malgré le fait que le poids le plus grand dans la prise de décision soit réservé aux bureaucrates du ministère de l'UE, dans les questions « sensibles » comme les réformes concernant les kurdes et les minorités non-musulmanes, d'autres acteurs qui ont des réserves et des lignes rouges, comme le Ministère de la Justice et l'armée, sont intervenus.

Vu que les cadres qui ont travaillé dans la réalisation des réformes concernant les kurdes étaient des cadres de l'ancienne époque, on pourrait dire que le changement du paradigme sur la question kurde qui était désormais considérée comme un problème des droits de l'Homme oblige un changement de la mentalité personnelle. Dans nos entretiens, on a essayé d'observer les trajectoires personnelles à travers lesquelles les pensées personnelles sur la question kurde ont évolué. Au niveau de la méthodologie qu'ils ont suivie, ils ont réalisé des réunions où on a écouté les présentations des universitaires, des journalistes concernés et même les personnes qui

¹¹Menderes Çınar, « The Justice and Development Party and the Kemalist establishment », in Ümit Cizre (éd.), *op. cit.*, p.110.

font partie du mouvement kurde. Les cas basques et irlandais ont été étudiés comme modèles, mais les bureaucrates ont conclu que le cas kurde était unique et que les solutions copiées collées ne fonctionneraient pas. L'interviewé D définit ce processus comme une période de table rase où les bureaucrates de l'AKP ont quitté toutes leurs préventions et rétabli leur base intellectuelle. Le terme « changement de paradigme » est utilisé pour décrire cette transformation. Les interviewés ont exprimé le fait que les bureaucrates ont déconstruit et après reconstruit le regard officiel sur la question kurde et c'était tout d'abord un changement au niveau intellectuel. L'interviewé D, qui a eu la plus grande difficulté dans la transformation mentale en raison de son passé nationaliste, se souvient que c'était un processus difficile mais qu'ils ont réussi à se libérer de leurs préjugés. On peut observer que personnellement, c'était une période de questionnement, de la quête de points de repère pour lui et qu'il retrouve ces points de repère cherchés dans l'attribution des valeurs libérales acquises comme le pro-européanisme et les droits de l'Homme aux politiques de l'AKP.

Les autres interviewés qui sont tous diplômés du département Relations Internationales et qui ont tous un ancrage dans le champ académique ont eu une trajectoire différente de celle de l'interviewé D. Ils développent un point-de-vue professionnel qui considère la question kurde comme une entrave devant le développement et l'adhésion à l'UE qui doit être résolu pour que la Turquie accède au niveau des pays occidentaux « civilisés ». On pourrait dire que c'est leur formation des relations internationales qui les pousse à la professionnalisation et l'internationalisation du sujet. L'interviewé A résume ce point-de-vue en disant : « *Le XX^{ème} siècle est fini. Dans le monde du XXI^{ème} siècle, chaque gouvernement qui veut devenir un État puissant doit résoudre ses problèmes pour lesquels il dépense de l'argent.* L'accent sur la politique internationale pourrait faciliter le dépassement du discours des anciennes époques fondé sur le kémalisme. La base du nationalisme des élites bureaucratiques qui travaillent pour l'adhésion est l'image d'une Turquie puissante au niveau international plus que l'exaltation du patriotisme au niveau national.

La crise de 2008 et la chute des réformes

Selon les interviewés, après les élections de 2007, l'AKP se transforme en un pouvoir qui est assuré par ses votes majoritaires, qui a gagné beaucoup de confiance en lui-même et qui est devenu plus autonome au niveau institutionnel. L'AKP n'a plus besoin de l'UE pour se prouver légitime aux yeux du peuple. Le mécanisme de prise de décision devient de plus en plus central. En outre, une impatience émerge dans le gouvernement et les institutions étatiques concernant l'adhésion. Surtout, après l'adhésion de la Chypre du Sud à l'UE, un sentiment de trahison a stimulé l'atmosphère pro-UE.

Dans le but de comprendre la rupture du processus et le ralentissement des réformes, il faut analyser la période entre 2005 et 2008 qui pourrait être définie comme les années de la montée du nationalisme en Turquie. L'année 2007 a été une année-test pour la Turquie. Le 19 janvier 2007, Hrant Dink, fameux intellectuel et journaliste arménien, est assassiné et cela a causé le retour du fantôme de la question arménienne à la sphère publique. Ensuite, l'élection présidentielle d'avril 2007 a ouvert une nouvelle crise politique qui révélait encore une fois la fragilité de la démocratie turque. Sur le choix du président de la République, l'AKP a proposé Abdullah Gül, le ministre des Affaires étrangères de l'époque et ce choix a entraîné une grande réaction auprès des populations des grandes villes « laïques et kémalistes ». ¹² Au niveau symbolique, son épouse portant le foulard islamique a stimulé la mémoire de la République. Le 22 avril, plus d'un million de personnes manifestaient à Istanbul avec l'appel de quelque 600 ONG après une première manifestation le 14 avril à Ankara où environ 500 000 à 1.5 million de personnes ont contesté la présidence de Gül. ¹³ Au niveau parlementaire, le parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP) a déposé une plainte auprès de la Cour constitutionnelle pour faire annuler le premier tour de l'élection présidentielle sous prétexte que le président du Parlement issu de l'AKP avait omis la règle de la présence obligatoire des deux tiers des députés. La décision de la Cour constitutionnelle était en faveur de l'opposition kémaliste. Malgré tout, Gül est devenu le président.

¹²Gülçin Erdi Lelandais, « L'énigme de l'AKP : regards sur la crise politique en Turquie », *Politique étrangère*, 2007/3 (Automne), p. 547.

¹³*Ibid.*

La désillusion de l'UE

La vague de l'excitation causée par l'accélération du processus de l'adhésion et des réformes successives est ralentie après 2007. Vu que le moteur principal du discours des droits de l'Homme de l'AKP était l'UE, le ralentissement a détérioré le discours officiel de la démocratisation. Les deux causes principales de l'attitude méfiante du gouvernement et l'atmosphère anti-UE de l'opinion publique sont l'insatisfaction de la part de la conclusion des compromis de l'UE et l'adhésion de la Chypre du Sud à l'UE. On pourrait dire que cette désillusion a provoqué le fameux syndrome de Sèvres qui perçoit l'Occident d'un point de vue méfiant selon lequel l'Occident voulait diviser la Turquie pendant la Première Guerre Mondiale, et il voulait encore poursuivre ce but, mais en utilisant des méthodes plus cachées. Les théories du complot ont joué un rôle important dans la désinformation des principaux médias.

A partir des entretiens, on a observé que la question chypriote a composé un point d'ancrage très important dans la mémoire interne de l'AKP, notamment dans la mémoire du ministère de l'UE. Les interviewés considèrent l'attitude qui rend difficile la conciliation de l'UE et la question chypriote comme deux raisons principales de la rupture des réformes en 2008. L'interviewée B est très critique envers ce sujet : *« Je pense que l'UE avait une approche très négative. Ils n'ont fait aucune ouverture. Juste après le commencement des négociations, ils ont décidé que Chypre était la frontière. Ils ont accepté l'adhésion de Chypre. Il faut très bien analyser les développements sur la question chypriote. Il y a eu une rupture très importante. La Turquie a fait une chose que personne ne pourrait oser facilement. Elle a dit : « Allez, résolvons-la. » C'était le plan Annan. Le Nord a dit « oui », le Sud a dit « non ». Après, ils ont accepté la membrane du Sud et ils ont dit à la Turquie de le résoudre. Alors, ce n'est pas quelque chose de compréhensible. Il y a deux parties. Je ne peux pas le résoudre moi-même. Tu acceptes la membrane de l'autre partie, tu n'as aucun droit de sanction sur moi et tu me dis de le résoudre. C'est une grande catastrophe. Tu ne fais aucun pas, tu critiques tout le temps, tu n'abolis pas le blocage et après, tu attends le procès de l'OTAN de la part de la Turquie. Peut-être, l'une des ruptures les plus importantes de 2008 était l'UE. Il n'y avait aucune lumière au bout du tunnel. C'était très difficile d'agir sans voir. »* L'interviewé C partage les mêmes réserves envers l'UE : *« Par principe, il faut que vous obteniez quelque chose pour donner quelque chose. La Turquie a réalisé beaucoup de choses que l'UE a imposées entre 2002 et 2005. Mais quand elle n'a pas pu*

obtenir quelque chose en échange, le processus s'est atténué. Ce sont les facteurs externes. Et comme les facteurs internes, on voit un gouvernement qui a confiance en lui. Il est élu pour la deuxième fois. Il se dit qu'il n'est pas obligé de réaliser les impositions de l'UE. La déclaration des « critères d'Ankara » était une charnière. »

Cette désillusion a causé la perte du prestige du ministère de l'UE et l'adoption d'une politique différente de la période entre 2002 et 2005 par l'AKP. L'interviewé A a défini le ministère de l'UE comme un ministère *primus inter pares* parmi les autres en raison de son caractère légitimant et moteur de la « démocratie conservatrice » de l'AKP. L'interviewé C décrit ce statut en disant : « *La bureaucratie est conservatrice par définition. Elle essaie de préserver le status quo. Notre différence apparaît à ce point. Puisque l'UE s'appuie sur un changement permanent, notre mission est d'apporter un peu de différenciation. Ainsi, vous devenez un contre-point.* » Avec le désintéressement du gouvernement de la part de l'UE, il a perdu ce statut. Avec le ralentissement de l'adhésion, la crise existentielle des bureaucrates du ministère de l'UE devient plus présente. La période post-2008 pourrait être définie comme une période de la crise interinstitutionnelle qui a entraîné l'isolation du ministère de l'UE au niveau institutionnel. Les interviewés ont souligné l'importance de la coordination parmi les ministères dans les réalisations des réformes, étant donné que les réformes constitutionnelles ou pénales obligent plusieurs ministères à coopérer. L'interviewée B et l'interviewé C sont des bureaucrates responsables de la coordination interinstitutionnelle et ils ont exprimé les blocages qu'ils ont subi en raison des problèmes de communication entre des instances bureaucratiques. Selon l'interviewé C, « *Ce qui rend la bureaucratie du Ministère de l'UE importante est le fait qu'elle assure la coordination et qu'elle déduit les réformes de la législation de l'UE. Selon moi, actuellement elle n'est pas capable de faire des réformes. Nous ne pouvons pas le faire, il n'y a rien à faire. Par exemple, le Ministère de la Justice fait une loi, mais il n'informe pas la présidence du conseil.* » Ses critiques sont en général contre le Ministère de la Justice qu'il accuse d'être victime du « *conservatisme institutionnel* ». Les problèmes dans la communication interministérielle apparaissent à plusieurs niveaux. Lié à la perte du prestige du ministère de l'UE, on constate qu'il perd son poids de *primus inter pares* et son statut de conseiller dans le processus de la prise de décision. L'interviewé C raconte les problèmes de communication interministérielle : « *En Turquie, il existe un conservatisme institutionnel dans le Ministère de la*

Justice... Il doit renseigner le Ministère de l'UE s'il y a une législation sur la période de la garde à vue mais il ne nous renseigne pas. » Il a donné deux exemples du blocage des réformes. Le premier consiste en un projet de la donation de l'héritage culturel du Ministère de l'UE en 2004. Il a raconté que lorsqu'ils ont reçu des projets des kurdes, ils ont réalisé une étude de renseignement car c'était « *la structure de l'époque* » et que le Ministère de la Culture a essayé d'éviter le projet en leur disant « *Ça ne vaut pas la peine* ». Le deuxième exemple était sur une question de l'emprise d'une association syriaque. Il a raconté que malgré la décision affirmative du Ministère de l'UE, un fonctionnaire de la Direction Générale du Titre de Propriété et du Cadastre a fait individuellement opposition et l'a bloqué. Selon lui, en 2002, lorsque l'AKP a été élu pour la première fois, il était un gouvernement qui essayait de construire son identité centrée autour de l'UE, il voulait se renseigner, alors il avait besoin du soutien de la bureaucratie et par conséquent la bureaucratie était puissante. Quand il parle de l'époque qui a suivi, il dit : en parlant de la composition des cadres, il a cité le Ministère de la Justice et des Affaires Internes comme deux ministères principaux où cette composition est réalisée. Il a ajouté que ce changement dans la composition des bureaucrates réduit, et même détruit la transativité interbureaucratique, ce qui pose la question des relations interinstitutionnelles.

Les controverses de l'armée

La victoire électorale de l'AKP n'a pas mis fin au système du cartel constitué de la domination de la classe militaire sur la classe politique. Même s'il n'a pas causé des affrontements sévères comme les coups d'État du 1960 et du 1980 et le mémorandum du 1971, son influence réside. Le « coup d'État postmoderne » du 28 février 1997 avait une forme différente de ses prédécesseurs, et le mémorandum du 27 avril 2007 avait un impact même plus *soft*.

Après le premier tour boycotté pendant les discussions autour de la candidature d'Abdullah Gül de l'AKP du 2007, l'armée a intervenu à une fois de plus dans la politique et elle a publié un e-mémorandum sur son site internet. Parallèlement aux textes précédents des mémorandums, ce texte évoquait des atteintes graves à laïcité et il déclarait son message de mise en garde au gouvernement de l'AKP au moment où le parti majoritaire essayait de s'emparer de

la présidence de la République.¹⁴ On pourrait dire que les réformes sur la question kurde, la question chypriote et l'AKP toujours soupçonné d'avoir « un agenda secret » islamiste ont entraîné la remobilisation du paradigme sécuritaire qui valorise la mission de l'armée contre les ennemis internes et externes. Ainsi, en 2007 l'armée tente une nouvelle fois de jouer son rôle de « gardien de l'État » contre la menace islamiste mais cette fois-ci, on observe qu'elle ne disposait plus de l'influence dont elle avait pu jouir sur le système politique turc.

Contrairement aux années 1980, les interventions politiques des porte-paroles des forces armées sont soutenues et relayées par l'opinion publique républicaine et laïciste qui affirme la mission du gardien de l'État de l'armée et sa modernisation autoritaire contre l'émergence d'une société civile multicolore.¹⁵ Selon Ahmet İnsel, ce soutien de la société civile kémaliste compose une source de la légitimité prétorienne.¹⁶ Cette légitimité prétorienne est l'un des composants les plus importants d'un nouveau type de nationalisme : *ulusalcılık*.

¹⁴Jean Marcou, «Le général Yaşar Büyükanıt prochainement auditionné au sujet du «e-memorandum» du 27 avril 2007 », 4 novembre 2002, disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org/8031>, (accédé le 17 juillet 2015).

¹⁵Ahmet İnsel, «"Cet État n'est pas sans propriétaires!" Forces prétoriennes et autoritarisme en Turquie », in Olivier Dabène, Vincent Geisser, Gilles Massardier (éds.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires du XXI^e siècle*, La Découverte, 2008, p.137.

¹⁶*Ibid.*

Un nouveau type de nationalisme réactionnaire : Ulusalçılık

Ulusalçılık, qui est une dérive du néo-nationalisme est important en raison de l'interprétation de la nation et de la nationalité qu'il apporte depuis les années 1990. A la fin des années 1990, le souvenir d'un État puissant, indépendant, autosuffisant et son projet de modernisation laïque sont rompus d'une part en raison de l'ascension du mouvement kurde de l'islam politique et d'autre part, en raison des demandes augmentées de l'UE, du FMI et de la Banque Mondiale.¹⁷ Cette atmosphère a stimulé l'identité traumatique du nationalisme turc au sein duquel la peur de la perte du territoire est toujours présente. Ferhat Kentel appelle cette particularité « le nationalisme nomade » en disant que « *ce type de nationalisme instrumentalise un sentiment d'incertitude et d'insécurité qui devient le ciment principal du nationalisme et la cause d'un tourment permanent. La socialisation à travers une telle lecture de l'histoire rend la sérénité de l'esprit impossible. La nation vit sous une menace permanente de perdre sa route. Elle a une vision de la patrie différente de la patrie définie par les frontières nationales qui peut prétendre que les territoires en dehors des frontières nationales lui appartiennent alors que les territoires dans lesquelles elle vit ne lui appartiennent pas. Il semblerait que ce pays soit encore divisé.* »¹⁸ On pourrait dire que l'imaginaire territorial qui ne correspond pas forcément aux frontières nationales est lié à la vague nationaliste dans les Balkans, le Moyen Orient et le Caucase qui est apparu après l'effondrement de l'URSS. Ces régions ont été considérées comme des zones d'influence potentielle de la Turquie comme cela est résumé par la phrase célèbre de Turgut Özal : « *Le XXI^{ème} siècle sera le siècle de la Turquie* ». Mais comme les années 1990 en Turquie sont marquées par le mouvement kurde, l'islam politique, les crises économiques et les coalitions faibles, la stabilité interne était problématique. C'est dans ce contexte que le néo-nationalisme *ulusalçı* est apparu comme une réaction nationaliste contre « les ennemis internes et externes ». Tanıl Bora appelle ce type de nationalisme « nationalisme kémaliste de l'aile gauche » en supposant que le nationalisme kémaliste des années 1960 et 1970 de l'aile gauche avait pour base l'anti-impérialisme et l'indépendance, et qu'à partir des années 1990, cette base s'est transformée en anti-globalisme accompagnée d'une laïcité orientaliste envers l'hégémonie

¹⁷Esra Özyürek, *Modernlik Nostaljisi. Kemalizm, Laiklik ve Gündelik Hayatta Siyaset*, traduit par Ferit Burak Aydar, İstanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayınevi, 2008, p.9.

¹⁸Ferhat Kentel, « Kaybolan Sınırların Işığında « Milliyetçi » Yeniden İnşa, in Marlies Casier & Joost Jongerden (éds.), *Türkiye'de Milliyetçilik ve Politika: Politik İslam, Kemalizm ve Kürt Sorunu*, traduit par Pınar Uygun, Batu Boran, Muhtesim Güvenç, Metin Çulhaoğlu, İstanbul, Vate Yayınevi, 2013, p.83.

de l'aile droite et les arabes et l'Iran considérés comme les symboles de l'islam politique.¹⁹ Il faut souligner que l'émergence d'*ulusalcılık* est aussi liée au changement de base sociale du nationalisme. Contrairement au nationalisme traditionnel fondé sur la synthèse turco-islamique issue du conservatisme anatolien, *ulusalcılık* a sa base dans les classes moyennes urbaines comme on peut le voir dans les manifestations dans les grandes villes de la Turquie comme Istanbul et Izmir après la demande d'asile d'Öcalan en Italie et l'immigration forcée des années 1990 qui a causé l'affrontement avec l'Autre qui se rapproche.²⁰ Avec ce changement de base, le nationalisme devient plus populaire et populiste, ce qui permet l'émergence d'un « nationalisme banal » fondé sur les pratiques, les habitudes idéologiques, les croyances et les représentations inaperçues qui rendent la reproduction quotidienne de la nation possible.²¹ L'usage des symboles nationalistes et kémalistes comme le drapeau turc, l'hymne national, des badges avec le drapeau, les accessoires individuels qui portaient la signature d'Atatürk, ainsi quel usage de la lune et l'étoile (symboles du drapeau turc) augmentent fortement, comme s'ils essayaient de visualiser et de concrétiser la souveraineté au moment où celle-ci était troublée. Particulièrement, la figure d'Atatürk se transforme en une figure proche de celle de St Christophe, un symbole vidé de l'idéologie. Selon Tanil Bora : « Avec son panorama « moderne » et vidé de l'idéologie, le néo-nationalisme s'expose à travers les codes de culte du chanteur pop et l'hédonisme de la jeunesse urbaine. »²²

Ainsi, *ulusalcılık* qui a semé ses graines dans les années 1990 se transforme en un courant plus militant dans les années 2000 vu que la victoire électorale de l'AKP a mobilisé le registre traumatique selon lequel la patrie est menacée par les forces islamistes qui voudraient transformer le régime en un régime fondé sur la *charia*. Hamit Bozarslan définit *ulusalcılık* qui a marqué les années 2000 comme ceci : « Le terme **ulusalci** est dérivé du néologisme kémaliste **ulus**, qui remplace celui, d'origine ottomane, de **millet**. Contrairement au nationalisme conservateur et islamisant de droite, qui se définit comme **milliyetçilik**, **ulusalcılık** se projette dans une axiologie révolutionnaire, et se veut l'héritier du kémalisme, dont il vise à parachever

¹⁹Tanil Bora, « Nationalist Discourses in Turkey », *The South Atlantic Quarterly*, 102:2/3, Spring/Summer 2003, p.439.

²⁰Nilüfer Göle, *Melez Desenler : İslam ve Modernlik Üzerine*, İstanbul, Metis, 2000, p.17.

²¹Michael Billig, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995, p.8.

²²Tanil Bora, *op. cit.*, p.433.

*l'œuvre, interrompue selon lui par la « trahison » des politiciens post-kémalistes. »*²³ Ainsi, c'est une sorte de nationalisme spécifique qui est lié directement au culte d'Atatürk, de la martyrologie, de l'éloge de l'armée et qui définit l'époque du gouvernement de l'AKP comme une époque de la décadence. Ce type particulier de néo-nationalisme s'appuie sur le mythe fondateur « nation-armée » qui est inscrit dans le langage quotidien avec l'expression « *Her Türk asker doğar.* » (Chaque turc est né en tant que soldat.) qui est répété dans les conversations quotidiennes, les manuels scolaires, les discours des officiels publics et des intellectuels et utilisé comme un slogan pendant le service militaire.²⁴ Les citoyens se considèrent comme des soldats d'Atatürk toujours prêts à lutter contre les ennemis internes et externes. Les métaphores fréquentes selon lesquelles la république est « confiée » au peuple par Atatürk et Atatürk « dort » donc il peut se lever et contrôler son « héritage » montrent que la république n'appartient pas au peuple, mais qu'elle appartient à Atatürk. La protection de la République n'est plus alors une décision individuelle, ni un comportement pour protéger son intérêt personnel, mais c'est une performance de loyauté au nom de protéger ce qui appartient à Atatürk.²⁵

Ulusalçılık des années 2000 et 2010 est caractérisé par l'exclusion de l'islam de la nationalité, le refus des compromis pour l'Occidentalisation et l'exclusion ethnique.²⁶ Tout d'abord, contrairement au nationalisme turc traditionnel qui a une relation symbiotique avec l'islam en le considérant comme le ciment de la nationalité, *ulusalçılık* accorde un rôle primordial au principe de la laïcité. L'AKP est accusé de mener des actions liées à la réaction religieuse (*irtica*). Le rôle de la religion dans le nationalisme est remplacé par le kémalisme en tant que religion civile. Ensuite, ayant une position paradoxale, *ulusalçılık* a une vision très sceptique de l'Occidentalisation de la Turquie à travers l'adhésion à l'UE malgré l'idée d'Occidentalisation qui est le moteur de l'idée de la modernisation kémaliste.²⁷ En effet, contrairement au MHP congénitalement isolationniste et anti-étranger, l'aile néo-nationaliste du CHP, l'armée, les autres organisations kémalistes comme l'Association de la Pensée Atatürkiste

²³Hamit Bozarslan,, “La question kurde à l'heure de “l'Ouverture” d'Ankara”, *Politique Étrangère*, 2010/1 (Printemps), p.59.

²⁴Ayşe Gül Altınay, *The Mythe of the Military-Nation*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p.12.

²⁵Esra Özyürek, *Hatırladıklarıyla ve Unuttuklarıyla Türkiye'nin Toplumsal Hafızası*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2001, p.201.

²⁶Emrullah Uslu, “Ulusalçılık: The Neo-nationalist Resurgence in Turkey”, *Turkish Studies*, 9:1, 2008, p.73.

²⁷Ioannis N. Griogoriadis - Irmak Özer, “Mutations of Turkish Nationalism: From Neo-Nationalism to the Ergenekon Affair”, *Middle East Policy*, hiver 2010, 17, 4, p.102.

(*Atatürkçü Düşünce Derneği*), le Mouvement des Forces Nationalistes (*Kuvaiye Milliye Hareketi*), le Mouvement de l'Union des Forces Patriotes (*Vatansever Güç Birliği Hareketi*), et la Grande Union des Juristes (*Büyük Hukukçular Birliği*) avaient une opinion plus positive envers l'adhésion à l'UE en 2004 mais au fur et au mesure que le processus de l'adhésion est ralenti, le CHP a cessé de soutenir les réformes pour l'adhésion et les représentants de la pensée *ulusalci* ont adopté un discours anti-UE.²⁸ La raison principale de la rupture réside dans les réformes concernant les kurdes. A partir de 2007 où la fin du cessez-le-feu préexistant pouvait sembler avantageuse pour les guérillas du PKK dans le contexte de la Guerre en Irak s'alliant avec le Gouvernement Régional du Kurdistan qui était soutenu par les États-Unis.²⁹ Encore une fois, le syndrome de Sèvres est monté sur la scène et il a provoqué l'anti-américanisme et la doute envers l'UE. Cette paranoïa a provoqué les théories du complots qui vulgarisaient et manipulaient l'histoire pour démontrer que les forces occidentales ont l'intention de diviser la Turquie depuis la Première Guerre Mondiale et qu'ils poursuivent leurs buts en instrumentalisant les minorités de la Turquie, notamment les kurdes.

Avec l'ascension des théories du complot, la vulgate selon laquelle les États-Unis et l'UE complotent avec l'AKP et le PKK, l'organisation armée du mouvement kurde, car ils ont peur de la Turquie moderne et puissante, alors ils préfèrent l'islamisme modéré de l'AKP, est diffuséesur internet, les réseaux sociaux, les chaînes télévisées, les journaux comme *Sözcü*, et par les écrivains dont la majorité sont des anciens gauchistes comme Attila İlhan, Erol Manisalı, Soner Yalçın et Yalçın Küçük.³⁰ Le champ littéraire a été aussi influencé par cette reconfiguration de la politique internationale, la xénophobie et l'anti-sémitisme. Le début de l'année 2005 a été marqué par le roman *Tempête de Métal*³¹ qui est un roman de science-fiction apocalyptique racontant l'invasion de la Turquie par les États-Unis.

²⁸Emrullah Uslu, *op.cit.*, p.75.

²⁹Emrullah Uslu, *op. cit.*, p.78.

³⁰Doğan Gürpınar, "Historical Revisionism vs. Conspiracy Theories: Transformation of Turkish Historical Scholarship and Conspiracy Theories as a Constitutive Element in Transforming Turkish Nationalism", *Journal of Balkan and Middle Eastern Studies*, 15:4, p.413.

³¹Burak Turna & Orkun Uçar, *Metal Fırtına* (Tempête de métal), Timaş Yayınları, Istanbul, 2004.

La désinstitutionnalisation de l'AKP

La désinstitutionnalisation de l'AKP à l'époque post-2008 est visible à travers la notion de « crise » comme nous l'avons déjà remarqué. La crise réelle et la crise fictive produite par l'État sont amalgamées. Les deux causes principales de la désinstitutionnalisation sont la perte du pouvoir de l'armée après les opérations *Balyoz* et *Ergenekon* en 2007 et le conflit entre l'AKP et le mouvement Güleniste commencé depuis 2006. L'instrument principal dans la gestion des crises est la théorie du complot. A partir de 2008, nous constatons que le lexique utilisé pour décrire les changements dans le champ politique glisse vers un vocabulaire de complot dont les expressions « le lobby de l'intérêt », « l'ennemi externe », « l'ennemi interne », « l'État parallèle » font partie. Même si les théories du complot ne sont pas apparues sur la scène politique turque avec l'AKP, il faut rappeler que pendant le gouvernement de l'AKP, elles sont devenues des piliers très importants pour dépasser la crise de la reconfiguration du champ politique en Turquie. La théorie d complot peut être définie comme « *l'accusation selon laquelle une situation indésirable quelconque est le résultat d'un complot d'une communauté secrète.* »³²Cette définition de la théorie du complot nous amène à l'idée selon laquelle le futur est déjà configuré. Cette idée de la configuration est une vision téléologique. Par exemple, les accusations des coups d'État à partir de 2007 commencées par le procès d'Ergenekon composent un point de référence pour expliquer l'influence des « communautés secrètes » sur une série d'événements depuis la fondation de la république.³³ Ce discours renforce le rôle de la victime, mais aussi rejette la responsabilité de l'État en créant des responsables imaginaires comme l'organisation appelée « OTPOR » qui est accusée de coopérer avec les États-Unis et d'avoir causé les événements de Gezi en 2013. En temps de crise, de coups d'État, et d'état d'urgence, les théories du complot sont mobilisées de manière à créer des ennemis internes et externes. Comme dans la période qui a suivi le 11 septembre, l'utilisation de la crise comme un instrument politique cause la falsification de la réalité de la vie sociale, un faux sentiment de sécurité qui accompagne la perception de la menace et un enfermement collectif.³⁴

³²Bariş Başaran, «Eleştirel Bir Kategori Olarak Komplo Teorisinin İcadı: Karl Popper ve “Toplumun Komplo Teorileri”», *Teorik Bakış*, n°05, septembre 2014, p.21.

³³Bariş Başaran, «Komplo Teorilerinin Teorileri», *Teorik Bakış*, n°05, septembre 2014, p.14.

³⁴Cf. Slavoj Žižek, *Welcome to the Desert of the Real! Five Essays on September 11 and Related Dates*, New York, Londres, Verso, 2002.

La fameuse affaire Ergenekon s'appuie sur une logique qui confronte l'AKP et « l'État profond » qui se compose des proches de l'armée retranchés derrière les institutions kémalistes dans leur combat contre l'islam politique.³⁵ Cet État profond appelé Ergenekon est accusé de préparer un coup d'État pour réaliser son but ultime, qui est celui de restituer la domination militaire comme le coup d'État du 12 septembre 1980. Ce discours est renforcé par la crise de juillet 2008 suivant le 26 juin où le chef d'État-major Yaşar Büyükanıt a déclaré devant le président et le premier ministre que ceux qui voudraient utiliser la démocratie et les droits culturels pour remettre en cause les fondations de l'État turc laïc seraient stoppés.³⁶ De plus, le successeur de Büyükanıt, İlker Başbuğ nommé en août 2008 qui était réputé être un « faucon » et qui n'avait pas de tolérance contre les « réactionnaires » du régime a aussi suivi la ligne de Büyükanıt en déclarant qu'il existe des structures religieuses qui ont réussi à s'organiser au sein de l'État.³⁷ Ainsi, le mois de juillet 2008 a témoigné d'une grande crise politico-institutionnelle durant laquelle la Cour Constitutionnelle a tenté de faire interdire l'AKP et ses cadres dirigeants, sous prétexte que la laïcité était menacée. C'est le contexte dans lequel l'opération d'*Ergenekon* a été réalisée. Elle a commencée en juin 2007 suite à une opération antiterroriste à Ümraniye, à Istanbul où les enquêtes ont mis en lumière l'existence d'un réseau secret ayant pour but de renverser le gouvernement.³⁸ Pourtant, l'opération a été élargie de telle manière que les procès de « l'État profond » sur Susurluk, JITEM soient aussi intégrés à l'opération en fondant un lien entre toutes ces organisations et les ONG, les universitaires, des journalistes, des hommes politiques, des militaires de haut rang à la retraite. C'est la raison pour laquelle l'opération a pris un caractère politique plus que juridique. Elle est gérée comme une opération d'intimidation de l'opposition kémaliste en proposant une lecture téléologique du passé selon laquelle la menace du coup d'État est toujours présente. Néanmoins, cette opération a causé la perte du pouvoir de l'armée et a alors entraîné une crise du système du cartel. Désormais, le statut de contre-pouvoir principal de l'armée n'existe pas. On pourrait en déduire que cette absence de contre-pouvoir a

³⁵Alexandre Del Valle, « La Turquie dans l'UE : « rempart contre l'islamisme » ou mort programmée du système kémaliste laïque ? », *Géoéconomie*, 2009/1 (n° 48), p. 90.

³⁶Gérald Olivier, « Ankara place un “faucon” à la tête de ses forces armées », *Spectacle du Monde*, juillet 2006, cité par Alexandre Del Valle, *ibid.*

³⁷Agence APA, Ankara, 29 août 2008.

³⁸Nur Bolat, « L'affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ? », *Politique étrangère*, 2010/1 (Printemps), p.42.

procuré un dégagement à l'AKP grâce auquel il a consolidé son pouvoir et gagné un champ de manœuvre plus élargi.

La deuxième et la plus importante source de la désinstitutionnalisation est causée par le conflit entre l'AKP qui est devenu plus visible après 2013 et entre le mouvement Güleniste qui se caractérise par un conservatisme moderne, prônant un culte d'Etat et de l'armée autant que «le dialogue des cultures et de religions » et qui recrute massivement au sein des classes moyennes et des classes défavorisées éduquées dans des écoles à travers le monde.³⁹Le mouvement güleniste apparaît comme une source très importante de cadres étant donné que depuis son arrivée au pouvoir, l'AKP a mobilisé une série de mécanismes législatifs et administratifs dans le but de faciliter les affaires des groupes économiques qui lui sont affiliés, y compris des hommes d'affaires ayant les bonnes affiliations politiques et confessionnelles, et cette mobilisation a causé la croissance de nouveaux groupes économiques proches du gouvernement AKP, ou du mouvement güleniste qui ont intégré le monde des affaires grâce au soutien qu'apporte l'État à l'accumulation du capital.⁴⁰

Néanmoins, à partir de 2013, l'AKP a adopté une politique de marginalisation et d'intimidation du mouvement güleniste. On pourrait chercher les racines du conflit dans les années 2000 où le champ politique est devenu la scène des luttes de pouvoir entre l'armée, l'AKP et la confrérie de Fethullah Gülen. Le conflit entre le mouvement Güleniste et l'armée avait atteint son paroxysme pendant le processus du 28 février et l'affaire Şemdinli⁴¹. Vu qu'en 2007, l'armée préservait encore son statut de contre-pouvoir et que les relations politico-militaires de l'époque étaient déjà tendues en raison des élections présidentielles, la position de l'AKP dans cette lutte n'était pas une position nette contre l'armée.⁴² Néanmoins, cette position

³⁹Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie. De l'Empire à nos jours, op. cit.*, p.441.

⁴⁰Ayşe Buğra & Osman Savaşkan, « Politics and Class : The Turkish Business Environment in the Neoliberal Age », *New Perspectives on Turkey*, 46, 2012, p.27.

⁴¹L'affaire Şemdinli: Le 9 novembre 2005, Veysel Ateş, le confesseur du PKK, a bombardé la librairie Umut de Seferi Yılmaz qui a été emprisonné parce qu'il était membre du PKK. Cette attaque a causé la mort d'une personne et la blessure de six autres. Le peuple local a attaqué Veysel Ateş et les deux officiers qui l'accompagnaient. Les policiers ont arrêté ces trois personnes. Le commandant de l'armée de terre, Yaşar Büyükanıt, a fait une déclaration qui défendait l'un des officiers, Ali Kaya. Alors, Ferhat Sarıkaya, le procureur de la république, a demandé l'ouverture d'une interrogation contre Yaşar Büyükanıt en raison de la fondation d'une organisation illégale et l'exploitation de son poste. En 2006, ce processus a résulté à l'expulsion de Sarıkaya. Suite à la fuite du mémorandum de l'État-major au média, l'armée a considéré tout le processus comme une revanche qui fait partie de la lutte que le mouvement Güleniste menait contre l'armée.

⁴²Ruşen Çakır – Semih Sakallı, *100 Soruda Erdoğan x Gülen Savaşı*, İstanbul, Metis, 2014, p.17.

ambiguë a déterminé les relations entre l'AKP et le mouvement Güleniste dans les années suivantes. Les points principaux de divergence entre ces deux camps apparaissent comme Mavi Marmara, la crise de MİT (services secrets turcs), l'affaire de la fermeture des *dershane* qui étaient les sources principales du capital personnel du mouvement Güleniste et les divergences sur la résolution de la question kurde.

L'affaire Mavi Marmara a mis au jour les divergences concernant la politique étrangère. En 2010, le gouvernement de l'AKP a soutenu l'initiative d'emmener de l'aide à Gaza en dehors de la permission de l'Israël. Suite à l'attaque de l'Israël qui a causé 9 morts et plusieurs blessés, l'AKP et le premier ministre Recep Tayyip Erdoğan personnellement ont adopté un discours très furieux contre l'Israël, mais aussi contre les États-Unis et l'ONU. Pourtant, Gülen a critiqué la décision d'emmener de l'aide malgré l'interdiction de l'Israël et il a refusé de se confronter avec les forces occidentales. Çakır et Sakallı interprètent cette attitude comme un effort de Gülen de montrer à l'Occident qu'il est un partenaire plus convenable pour la coopération et plus durable qu'Erdoğan qui fait des déclarations strictes et autoritaires au niveau des relations internationales.⁴³

La crise de MİT, service de renseignement turc, joue un rôle très important au niveau institutionnel car elle a révélé l'organisation des cadres gouvernementaux et rouvert le débat sur les arguments selon lesquels le mouvement Güleniste est organisé d'une manière très puissante au sein de l'État. Le 7 février 2012, le sous-secrétaire d'État de MİT Hakan Fidan, l'ancien sous-secrétaire d'État Emre Taner, l'ancien sous-secrétaire adjoint d'État Afet Güneş et deux autres fonctionnaires de MİT ont dû témoigner en tant que suspects en raison de leurs conversations avec le PKK. Selon les trois arguments principaux, l'organisation du KCK était sous la surveillance de MİT, MİT n'était pas intervenu dans certaines attaques du PKK malgré le fait qu'il ait reçu des informations et que MİT avait informé le PKK des opérations des forces de sécurité.⁴⁴ Cette crise pourrait être définie comme un jeu de puissance du mouvement Güleniste contre l'AKP d'une manière explicite.

Quant aux divergences sur la question kurde, on pourrait supposer que l'AKP et le mouvement Güleniste ont des approches différentes sur le sujet. La question kurde apparaît

⁴³*Ibid.*, p.33.

⁴⁴*Ibid.*, p.38.

comme un point sensible pour le mouvement Güleniste à travers lequel il a pu converger avec l'*establishment* kémaliste. Déjà, le nationalisme a un poids central dans la pensée de Gülen, il a alors toujours été distant du mouvement kurde. Le conflit entre le mouvement kurde et le mouvement Güleniste trouve ses bases dans la croyance du mouvement kurde selon laquelle c'est le mouvement Güleniste qui est la force derrière les opérations du KCK, le pouvoir judiciaire et les forces de sécurité, le discours de haine et le discours discriminatoire des médias proches du mouvement Güleniste envers le mouvement kurde et les activités d'éducation et d'aide que le mouvement Güleniste mène dans la région de l'Anatolie de Sud-Est.⁴⁵

C'est à partir de 2013 que la crise a gagné un caractère explicite de lutte. Le 17 décembre 2013, il y a eu une grande vague d'arrestations dans le cadre de la corruption. A part les hommes d'affaires importants, le Ministre des affaires intérieures Muammer Güler, le Ministre de l'économie Zafer Çağlayan, le Ministre de l'environnement et de l'urbanisme Erdoğan Bayraktar et le négociateur en chef de l'UE Egemen Bağış étaient également des suspects. Suite aux fuites sur les réseaux sociaux qui ont causé une grande réaction, ces ministres ont démissionné le 25 décembre 2013. C'est à partir de ce processus-là que l'AKP a adopté un discours s'appuyant sur les théories du complot depuis toujours et qu'il a commencé à utiliser l'expression d'« État parallèle » pour désigner le mouvement Güleniste.

L'expression d'« État parallèle » convient au caractère dualiste de la théorie du complot qui procure la victimisation et le pouvoir à la fois, elle signifie un centre de pouvoir qui dispose du pouvoir et de la puissance d'une manière similaire à ceux de l'État, mais en quelque sorte, celui-ci diffère de l'État.⁴⁶

Suite à la crise du système du cartel après la régression de l'armée par l'affaire Ergenekon, la domination de l'armée sur la classe politique est affaiblie au profit de la puissance de l'AKP. Pourtant, ce changement dans les règles du jeu dans le champ politique a permis le positionnement du mouvement Güleniste comme un contre-pouvoir.⁴⁷ L'AKP a purgé les cadres Gülenistes des institutions gouvernementales, mais vu qu'ils procuraient de l'information et qu'ils étaient un mécanisme de contrat, la compétence institutionnelle a connu une rupture

⁴⁵*Ibid.*, p.51.

⁴⁶Murat Altun – Sinan Erensü, "Mağdur-Muktedirten Paralel Cadiya: Komplu Teorilerini ve Güncel Siyaseti Antropolojinin Koridorlarında Aramak", *Teorik Bakış*, n°05, septembre 2014, p.85.

⁴⁷Hamit Bozarslan, *op. cit.*, p.461.

importante. Dans une époque où le champ politique était perçu à travers les théories du complot par le gouvernement et où il y avait une grande crise interne, on pourrait supposer que pour assurer la réussite durable du pouvoir personnel du président Recep Tayyip Erdoğan, il fallait vider toutes les institutions étatiques. Selon Bob Jessop, l'institutionnalisation réussie dépend de trois conditions : d'abord, les principes organisationnels et les procédures doivent être formalisés et incarnés dans les bureaux et structures plus que dans les personnes spécifiques. Deuxièmement les valeurs sociales qui rendent ces institutions légitimes doivent être transmises par le processus de socialisation. Troisièmement, les groupes dominants dans la société doivent s'identifier avec ces valeurs et les supporter.⁴⁸ A l'écart de cette perspective, on pourrait dire que l'AKP a perdu sa capacité d'institutionnalisation et sa capacité à faire sens. Alors, le pouvoir s'est orienté vers un pouvoir personnel, celui du président Erdoğan, et afin de le garantir, la désinstitutionnalisation est assurée de telle manière que les bureaucrates qui ne font pas partie des cadres « loyaux » de l'AKP recrutés après 2008 ne pouvaient plus jouer de rôle dans le processus de prise de décision. A l'époque post-2008 et surtout post-2013, on observe que les cadres bureaucratiques qui ont travaillé pour la réalisation des réformes sur les kurdes sont isolés du processus de prise de décision au profit de l'augmentation de l'autorité personnelle d'Erdoğan.

C'est ainsi qu'à partir de 2008, le champ politique de la Turquie est marqué par une désinstitutionnalisation qui rappelle le bonapartisme. La particularité du régime turc, selon laquelle l'absence du consensus des élites sur les règles du jeu du champ politique entraîne l'impossible neutralisation des institutions, est peut-être plus visible que jamais sous le gouvernement de l'AKP après 2008.⁴⁹ Selon Juan Linz, les coup fatals à la démocratie ne sont pas seulement ceux de ses ennemis, par contre le bon nombre des décisions prises par les gouvernants peut causer ses coups.⁵⁰ A ce point, on se réfère à la notion « Führerdemokratie » de Max Weber selon laquelle le vide symbolique de l'espace politique se manifeste avec l'apparition des dirigeants « énergiques et d'élites « léonines » qui s'imposent depuis le début des années 1980 dans la plupart des démocraties contemporaines, à grands coups de démagogie et de politiques

⁴⁸Bob Jessop, *Social Order, Reform and Revolution. A power, exchange and institutionalisation perspective*, New York, Herder and Herder, 1972, p.37.

⁴⁹Gilles Dorronsoro, Benjamin Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie: les rapports États-Partis », *Politix*, 2014/3 (N°107), p.197.

⁵⁰Mohammed Saïd Darviche et William Genieys, « La dynamique des régimes politiques: l'apport de Juan J. Linz, in Mohammed Saïd Darviche et William Genieys (éds.), *Penser les régimes politiques avec Juan Linz*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.16.

musclées.⁵¹ Ainsi, on pourrait parler d'une reconfiguration des élites, ou plus proprement l'augmentation du poids des élites « léonines » et « loyaux » en face des élites compétents qui sont recrutés en raison du principe méritocratique.

La Turquie des années 2010 est caractérisée par l'absence de contre-pouvoirs, de mécanismes de contrôle et d'équilibre causée par la désinstitutionalisation et la perte de l'indépendance des organes exécutifs, législatifs et judiciaires, et par les conflits internes entre les élites bureaucratiques, militaires, judiciaires et intellectuelles dont a résulté un nouvel autoritarisme sans adversaire, une nouvelle manifestation de trahison.⁵²

En guise de conclusion

Nous observons que dans la période entre 2002 et 2005, la bureaucratie était puissante vu que l'AKP de ces années était un parti politique récemment fondé essayait de légitimer sa victoire électorale aux yeux de l'*establishment* kémaliste. Ces années sont marquées par le changement du paradigme du discours étatique envers la question kurde qui considère désormais la question dans le cadre des droits de l'Homme au lieu du paradigme sécuritaire des années précédentes.

Nous considérons la crise et la rupture des réformes en 2008 comme un moment-clé pour comprendre le contexte politique actuel de la Turquie. Suite aux victoires électorales successives dans lesquelles l'AKP a eu la majorité des votes, le parti politique récemment fondé et qui hésite de ses actions, qui avait besoin des conseils bureaucrates expérimentés se transforme en un pouvoir hégémonique et autoritariste. Les bureaucrates, même ceux du ministère de l'UE ont perdu leur autonomie et leur poids dans le processus de la prise de décision. Dans les entretiens, la désillusion de l'UE et la consolidation des votes de l'AKP qui rendent la quête de la légitimité inutile sont soulignés. Comme les discours d'Erdoğan deviennent plus critiques sur l'UE, le statut du ministère de l'UE est vidé. Nous avons observé que ces changements ont causé une crise existentielle au sein du ministère de l'UE qui pousse les bureaucrates à trouver des mécanismes pour légitimer leur existence et leur poste. Cette crise institutionnelle est accompagné

⁵¹Mohammed Saïd Darviche et William Genieys, *op.cit.*, p.14.

⁵²Hamit Bozarslan, *op. cit.*, p.461-463.

par la manque de la coordination au niveau interministériel et la résistance institutionnel. Ainsi, nous pourrions dire que les élites bureaucratiques de l'AKP sont désunies.

La période post-2008 est caractérisée par l'absence du contre-pouvoir particulièrement en raison des opérations *Balyoz* et *Ergenekon* qui ont perturbé le prestige de l'armée et affaibli le système du cartel kémaliste. En raison de cette absence-ci, le mouvement Güleniste a pu se construire comme un rival à l'AKP. Les points de rupture dans cette période sont les événements principales qui ont configuré le champ politique actuel. Une autre notion importante pour la décrire est « la désinstitutionnalisation » de l'AKP qui cause la capacité de faire sens de l'AKP et qui cause la transformation du langage politique en théories de complot. Lorsqu'on regarde cette période complexe et ambivalente, on observe que le système du cartel n'est pas détruit, mais il est transformé.

Désormais, ce n'est plus la proximité avec l'armée qui détermine les positions dans le champ politique, mais c'est la proximité avec le noyau de l'AKP, voire avec personnellement Erdoğan. Ainsi, les institutions sont vidées de sens pour que le centrisme basé sur le culte personnelle se construise. Ce processus a gagné une toute nouvelle ampleur suite au « tentative du coup d'Etat » du 15 juillet 2016 qui a résulté la déclaration de l'état d'urgence, les purges dans toutes les institutions étatiques et l'oppression de toute sorte d'opposition au gouvernement.

Références

ALTINAY Ayşe Gül, *Myth of the Military-Nation*, New York, Palgrave Macmillan, 2004

ALTUN Murat – ERENSÜ Sinan, “Mağdur-Muktedirden Paralel Cadiya: Komplo Teorilerini ve Güncel Siyaseti Antropolojinin Koridorlarında Aramak”, *Teorik Bakış*, n°05, septembre 2014, pp.75-90

ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, traduction française, Paris, Gallimard-Idées, 1972

BAŞARAN Barış, “Komplo Teorilerinin Teorileri”, *Teorik Bakış*, n°05, septembre 2014, pp.13-20

BAŞARAN Barış, « Eleştirel bir Kategori Olarak Komplo Teorisinin İcadı : Karl Popper ve « Toplumun Komplo Teorileri » », *Teorik Bakış*, n°05, septembre 2014, pp.21-30

BAŞTÜRK Efe, « Mağduriyet ile İktidar Arzusu Arasında Türk Sağı : Komplo’cu Bir Söylemin Anatomisi », *Teorik Bakış*, 5, pp.117-150

BENHAIM Yohanan, “Quelle politique kurde pour l’AKP?”, *Politique étrangère*, 2014/2 (été), pp.39-50

BILLIG Michael, *Banal Nationalism*, London, Sage, 1995

BOLAT Nur, « L’affaire Ergenekon : quels enjeux pour la démocratie turque ? », *Politique étrangère*, 2010/1 (Printemps), pp.41-53

BORA Tanıl, « Nationalist Discourses in Turkey », *The South Atlantic Quarterly*, 102:2/3, Spring/Summer 2003, pp.433-451

BOZARSLAN Hamit, « La crise comme un instrument politique en Turquie », *Esprit*, n°271, 2001, pp.140-151

BOZARSLAN Hamit, “La question kurde à l’heure de “l’Ouverture” d’Ankara”, *Politique Étrangère*, 2010/1 (Printemps), pp.55-64

BOZARSLAN Hamit, *Histoire de la Turquie. De l’Empire à nos jours*, Paris, Editions Tallendrier, 2013

BUĞRA Ayşe & SAVAŞKAN Osman, « Politics and Class : The Turkish Business Environment in the Neoliberal Age », *New Perspectives on Turkey*, 46, 2012, pp.27-63

CASIER Marlies & JONGERDEN Joost (éds.), *Türkiye’de Milliyetçilik ve Politika: Politik İslam, Kemalizm ve Kürt Sorunu*, traduit par Pınar Uygun, Batu Boran, Muhtesim Güvenç, Metin Çulhaoğlu, İstanbul, Vate Yayınevi, 2013

CİZRE Ümit, *Muktedirlerin Siyaseti. Merkez Sağ – Ordu – İslamcılık*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2005

CIZRE Umit (éd.), *Secular and Islamic Politics in Turkey*, The making of the Justice and Development Party, Londres, Routledge, 2008

ÇAKIR Ruşen – SAKALLI Semih, *100 Soruda Erdoğan x Gülen Savaşı*, İstanbul, Metis, 2014

DABÈNE Olivier, GEISSER Vincent, MASSARDIER Gilles (éds.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires du XXI^e siècle*, La Découverte, 2008

DARVICHE Mohammed-Saïd et GENIEYS William (eds.), *Penser les régimes politiques avec Juan Linz*, Paris, L’Harmattan, 2008

DEL VALLE Alexandre, « La Turquie dans l'UE : « rempart contre l'islamisme » ou mort programmée du système kémaliste laïque ? », *Géoéconomie*, 2009/1 (n° 48), pp. 89-108

DEZALAY Yves & GARTH Bryant G., *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir de l’Etat en Amérique Latine, entre notables du droit et « Chicago Boys »*, traduit de l’anglais par Laurence Devillairs et Sara Delazay, Paris, Seuil, 2002

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Science Po, 2009

DORRONSORO Gilles, GOURISSE Benjamin, Une clé de lecture du politique en Turquie: les rapports États-Partis », *Politix*, 2014/3 (N°107), pp.195-218

GÖLE Nilüfer, *Melez Desenler : İslam ve Modernlik Üzerine*, İstanbul, Metis, 2000

GRIOGRADIS Ioannis N.–ÖZER Irmak, “Mutations of Turkish Nationalism: From Neo-Nationalism to the Ergenekon Affair”, *Middle East Policy*, winter 2010, 17, 4, pp.101-113

GÜRPINAR Doğan, “Historical Revisionism vs. Conspiracy Theories: Transformation of Turkish Historical Scholarship and Conspiracy Theories as a Constitutive Element in

Transforming Turkish Nationalism”, *Journal of Balkan and Middle Eastern Studies*, 15:4, pp.412-433

JESSOP Bob, *Social Order, Reform and Revolution. A power, exchange and institutionalisation perspective*, New York, Herder and Herder, 1972

KIESER Hans Lukas (dir.), *Turkey Beyond Nationalism, Towards Post-National Identities*, Londres, I.B. Tauris, 2006

LELANDAIS Gülçin Erdi, “L'énigme d'AKP: regards sur la crise politique en Turquie”, *Politique étrangère*, 2007/3 Automne, pp.547-560

MARCOU Jean, “Le général Yaşar Büyükanıt prochainement auditionné au sujet du «e-memorandum» du 27 avril 2007 », 4 novembre 2002, disponible sur : <http://ovipot.hypotheses.org/8031>

ÖZYÜREK Esra, *Hatırladıklarıyla ve Unuttuklarıyla Türkiye'nin Toplumsal Hafızası*, İstanbul, İletişim Yayınları, 2001

ÖZYÜREK Esra, *Modernlik Nostaljisi. Kemalizm, Laiklik ve Gündelik Hayatta Siyaset*, traduit par Ferit Burak Aydar, İstanbul, Boğaziçi Üniversitesi Yayınevi, 2001

REVAULT D'ALLONES Myriam, « Hannah Arendt penseur de la crise », *Études*, 2011/9, (Tome 415), pp.197-206

PAGÈS Max (éd.), *La violence politique*, Toulouse, ERÈS « sociologie clinique », 2003

USLU Emrullah, “Ulusalçılık: The Neo-nationalist Resurgence in Turkey”, *Turkish Studies*, 9:1, 2008, pp.73-97

ZIZEK Slavoj, *Welcome to the Desert of the Real! Five Essays on September 11 and Related Dates*, New York, Londres, Verso, 2002